pratiques des gouvernements provinciaux. Le cinquième des manufacturiers qui ont répondu au questionnaire ont indiqué qu'ils avaient eu de la difficulté à vendre leurs produits à cause des politiques d'achat restrictives des gouvernements provinciaux. Chez les grandes entreprises qui représentent plus des deux tiers du mouvement des échanges interprovinciaux, la proportion était plus importante, soit 30 %. Selon l'Association, les industries où ces réserves étaient les plus évidentes étaient celles de la machinerie, des produits électriques, du meuble, de l'impression et de l'édition.

Selon une étude publiée en 1983 par le Conseil économique de l'Ontario et intitulée "Le fédéralisme et l'union économique canadienne", les pertes subies par l'ensemble de l'économie et attribuables aux obstacles interprovinciaux ont été très modérées. Elles peuvent néanmoins avoir été plus lourdes pour certains secteurs industriels pris individuellement, en particulier ceux où ces obstacles constituent un facteur appréciable et qui englobent les industries du brassage de la bière et du matériel de transport urbain ou pour les industries citées au paragraphe précédent.

De façon générale, ces obstacles interprovinciaux au commerce constituent un problème aux yeux des premiers ministres et, lors de la conférence qu'ils ont tenue en février 1985, la question de l'élimination de ces obstacles était à l'ordre du jour. Plus récemment, le Groupe de travail sur la politique commerciale canado-américaine, formé de représentants d'entreprises, a reconnu lui aussi la nécessité de s'attaquer à ce problème.

Dans la mesure où ils nuisent au commerce international, les obstacles au commerce interprovincial se sont également attiré la critique de nos partenaires commerciaux. Par exemple, les bureaux des alcools des provinces imposent des marges bénéficiaires plus élevées sur les vins et les alcools importés et bloquent véritablement l'importation de bière. Ces pratiques irritent certains pays. À la suite des dernières négociations du GATT en 1979, les provinces ont donné l'assurance que les marges bénéficiaires différentielles sur les vins ne seraient pas augmentées à moins que des considérations d'ordre commercial ne le justifient et que celles sur les spiritueux refléteraient ces mêmes considérations. Cependant, certaines provinces ont considérablement augmenté ces marges bénéficiaires et la Communauté économique européenne (CEE) a demandé au GATT de trancher la question. Les règlements régissant le camionnage ont provoqué des conflits avec les États-Unis dans le passé. Sur le plan des politiques d'achat, les États-Unis ont exprimé le désir de voir l'Accord du GATT sur les marchés publics viser certaines sociétés d'État appartenant aux provinces (principalement les services de téléphone et d'électricité). En raison de cette manifestation d'intérêt de la part de partenaires commerciaux du Canada, les obstacles fédéraux et provinciaux au commerce intérieur pourraient faire l'objet d'une attention accrue dans les discussions commerciales internationales.

C'est dans ce contexte que le présent document examine certains obstacles fédéraux et provinciaux au commerce. Il convient de noter qu'on ne cherche pas à vérifier la validité des arguments pour ou contre les pratiques provinciales ou fédérales et des programmes axés principalement sur le développement régional ou provincial. On cherche plutôt à déterminer